



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 05/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUD MARINE SHIPYARD

Boulevard des bassins de radoub - Formes 1, 2 et 7
13002 Marseille

Références : D-2025-0340
Code AIOT : 0006413575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement SUD MARINE SHIPYARD implanté Boulevard des bassins de radoub - Formes 1, 2 et 7 – 13002 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUD MARINE SHIPYARD
- Boulevard des bassins de radoub - Formes 1, 2 et 7 13002 Marseille
- Code AIOT : 0006413575
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sud Marine Shipyard exerce des activités de réparation, d'entretien et de peinture sur des navires, au niveau des formes 1, 2 et 7 dans les bassins Est du GPMM.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Nettoyage des formes	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens de protection incendie	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Stockage de peinture	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.6.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non conformités ont été constatées, en lien avec la surveillance des rejets aqueux et les moyens de préventions des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En lieu et place des dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif</p>

prélevé sur une durée de 24 heures.

Débit	Continu (*)
Température	Continu
pH	Continu
DCO (sur effluent non décanté)	Mensuelle
Matières en suspension totales	Mensuelle
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Mensuelle
Azote global	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle
Cuivre et ses composés (en Cu)	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	Mensuelle
Autres substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle
<p>(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.</p> <p>(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p>	

En l'absence totale d'activité dans la forme (absence de navire, forme en eau) ou sur les aires d'activités définies à l'article 2.2 du présent arrêté, la réalisation des mesures est suspendue pour la période d'inactivité. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justifiant les périodes d'inactivité.

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>La société Sud Marine Shipyard ne procède pas à des analyses mensuelles des rejets aqueux issus des formes. Seule une analyse bimestrielle est réalisée.</p> <p>La société Sud Marine Shipyard n'a pas été en mesure de justifier que les paramètres pH et température sont mesurés en continu. Le débit est mesuré en continu mais les données enregistrées n'ont pas pu être présentées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Sud Marine Shipyard a transmis le détail de sa consommation annuelle de solvants, ainsi que le plan de gestion des solvants pour l'année 2024. Bien que ce document permette d'identifier les consommations et rejets de COV, il ne contient toutefois pas toutes les informations prévues par le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants - Révision n°1. Rapport d'étude n° RDC-08-94457-16679A du 22 février 2009, réalisé par l'INERIS, qui constitue le document de référence pour l'élaboration d'un plan de gestion des solvants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Sud Marine Shipyard devra mettre à jour, dans un délai d'un mois, son plan de gestion des solvants sur la base du Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants - Révision n°1. Rapport d'étude n° RDC-08-94457-16679A du 22 février 2009 réalisé par l'INERIS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Nettoyage des formes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage
Prescription contrôlée : Le fond des formes et les aires de carénages font l'objet d'un nettoyage régulier durant la période de travaux, et d'un nettoyage complet à la fin des travaux (évacuation des déchets, balayage et nettoyage à sec), avant remise en eau pour ce qui concerne les formes. Les déchets sont collectés et évacués conformément à la réglementation. Les opérations de nettoyage sont consignées dans un registre prévu à cet effet. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.
Constats : La société Sud Marine Shipyard indique que des nettoyages réguliers des fonds de formes sont réalisés. Toutefois, aucun registre permettant le suivi de ces opérations n'a été mis en place. Le jour de la visite, l'inspection n'a constaté la présence d'aucun déchet ou résidu dans la seule forme à sec.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société Sud Marine Shipyard devra mettre en place, dans un délai d'un mois, un registre permettant le suivi des opérations de nettoyage des formes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure ;- 26 bouches incendie réparties sur la périphérie des formes, et permettant de délivrer 60 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 3 bouches. Un marquage au sol permet de les identifier facilement ;- des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque.

Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La société Sud Marine Shipyard a fourni le rapport relatif à la vérification des extincteurs réalisée en novembre 2024.

Le rapport de vérification des bouches incendie n'a pas été fourni.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les différents points de rejets des cocons font l'objet d'une surveillance selon la fréquence indiquée ci-dessous :

Paramètres	Fréquence
Poussières totales	Annuelle
COV	Trimestrielle (*)
Métaux et composés	Annuelle

(*) excepté dans les périodes où il n'y aurait aucune émission de COV. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'activité susceptible d'être à l'origine d'émission de COV dans cette période.

Concernant les cocons, les mesures seront réalisées au niveau d'un point de rejet équipé d'un conduit permettant la réalisation des mesures conformément aux normes en vigueur. L'exploitant devra justifier que les travaux réalisés lors des mesures sont représentatifs de l'activité.

Constats :

La société Sud Marine Shipyard a indiqué qu'aucun cocon n'a été installé depuis janvier 2024. Par conséquent, aucune analyse n'a été réalisée.

Il est toutefois demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai d'un mois, les éléments justifiant

de l'absence de cocon sur la période.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des encours liés à l'application, les peintures sont stockées dans des conteneurs maritimes dédiés, munis d'une rétention correctement dimensionnée et d'un système de détection incendie avec alarme</p> <p>L'exploitant dispose d'un document permettant de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée dans les conteneurs maritimes. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les peintures sont stockées dans un conteneur dédié. Toutefois, aucune rétention, ni aucun système de détection incendie n'est présent.</p> <p>La société Sud Marine Shipyard ne dispose pas d'un registre permettant de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois